



FRANCE

WALLONIE-BRUXELLES

N°13 - Mars 2013

## L'État Wallonie-Bruxelles d'Olivier Maingain : une proposition majeure

Dans *Le Soir* du 21 février 2013, le président des FDF, Olivier Maingain, fait une proposition d'un intérêt majeur : il considère que la Belgique doit être structurée en deux États fédérés, la Flandre et l'État Wallonie-Bruxelles ; dans ce dernier, les deux entités constituanes seraient largement autonomes et coopéreraient lorsqu'elles y auraient intérêt.

Les réunionistes que nous sommes ne peuvent qu'applaudir à cette proposition. Si elle devait aboutir, elle aurait pour vertu immédiate que Bruxelles serait débarrassée de toute forme de tutelle de la Flandre.

Force est toutefois de parler au

conditionnel : la cécité dont ont fait preuve jusqu'ici les responsables politiques francophones et leur combativité plus qu'émoussée ne permettent pas de nourrir la moindre illusion : cette proposition n'a aucune chance de se concrétiser un jour dans le cadre belge. Car qui peut imaginer que la Flandre acceptera que Bruxelles, qu'elle convoite avec tant d'appétit, s'affranchisse de son ombre tutélaire ?

Incidentement, ces visées de la Flandre, et pas seulement de la N-VA, sur Bruxelles ne manquent pas de paradoxe. Une Flandre indépendante ayant annexé Bruxelles compterait quelque 7 millions d'habitants, dont un million de fran-

cophones, soit 15 % de sa population. Pour un pays recherchant l'homogénéité linguistique, voilà qui constituerait un fameux calilou dans la chaussure. Mais le nationalisme flamand, comme tous les nationalismes, comporte une bonne part de romantisme, et le romantisme n'est par définition pas rationnel...

Plus fondamentalement, **cette structure**, même si elle reste dans les limbes, **préfigure l'État Wallonie-Bruxelles qui verra nécessairement le jour**, qu'on le veuille ou non, **lorsque la Belgique aura cessé d'exister**. Nous espérons évidemment que ce « Wallobrux » sera aussi éphémère que possible.

Il n'en demeure pas moins que, selon toute vraisemblance, c'est cet État qui sera appelé à négocier les termes de la réunion de nos deux régions à la France. Dans cette optique, le terme « État » utilisé par Olivier Maingain revêt une importance toute particulière.

Charles Michel a dit de son ancien coéquipier qu'il est un extrémiste et un séparatiste. Traiter Olivier Maingain d'extrémiste est ridicule. Quant à « séparatiste », ce qui est un gros mot dans la bouche du président du MR est un compliment pour nous.

Puisse-t-il donc avoir raison !

Jean-Paul Roos

## Le dilemme de Kris Peeters

(extrait du site électronique de l'Alliance Wallonie-France : <http://alliancewalloniefrance.wordpress.com/>)

Quoi qu'il arrive, Elio Di Rupo aura accompli un authentique exploit : devenir Premier ministre. Il aura dû, pour cela, consentir à une 6<sup>e</sup> réforme de l'État réclamée à cor et à cri par la Flandre. Après les élections de 2014, ses chances de rester au pouvoir sont minces. Ou bien la N-VA se maintient à son niveau actuel et devient incontournable, ou bien Gwendolyn Rutten est touchée par la grâce et ramène le parti de Guy Verhofstadt au cœur du jeu politique en Flandre, ou bien le CD&V, fort de son ancrage dans la société flamande, redresse la tête et récupère la fonction de Premier ministre à laquelle il s'est habitué.

Il serait quand même étonnant que la famille libérale arrive en tête au soir des prochaines élections. Reste le CD&V, descendu à 14,1 % des intentions de vote en Flandre au vu du récent baromètre politique RTBF/La Libre.

Parti de pouvoir, le CD&V ne sait plus comment exister. Se ranger derrière Elio Di Rupo ne fut pas une décision facile à prendre. Il faut l'assumer. Reconstituer le cartel avec la N-VA, quand le parti de Bart De

Wever convainc près de trois fois plus d'électeurs flamands que le CD&V lui-même, c'est accepter de rester dans son ombre. Alors, pour se démarquer de la N-VA, le CD&V veut la jouer « responsable » : aucune intention de paralyser la Belgique après les élections de 2014, priorité à la mise en œuvre de la 6<sup>e</sup> réforme de l'État, dont les acquis substantiels ne doivent rien à la N-VA.

Dans ce repositionnement, Kris Peeters doit peser de tout son poids. Figure populaire, issu d'une organisation patronale flamande, avec une aspiration à l'autonomie de la Flandre qui le rend proche de la N-VA, il est présenté comme un super-candidat au poste de Premier ministre. On imaginait qu'il pourrait s'entendre avec la N-VA pour rester à la tête du gouvernement flamand après les élections de 2014, mais il semble avoir choisi de s'engager avec le CD&V dans ce qui ressemble à une « opération survie ».

En attendant, même si la stratégie du CD&V le pousse à miser sur une Belgique flamande plutôt que sur une Flandre indépen-

dante, Kris Peeters n'entend pas décevoir ses partisans. Il se comporte encore et toujours comme un champion du confédéralisme. Pour s'en convaincre, il suffisait de lire *Le Soir* du jeudi 28 février 2013. On pouvait y lire l'information suivante dans un billet d'humeur de Michelle Lamensch :

« Kris Peeters envisagerait une mission commerciale commune avec son homologue catalan... Dans un pays, précise-t-il avec des accents diplomatiques, où la présence commune de la Flandre et de la Catalogne a du sens. Les deux Régions souhaitent se présenter ensemble car elles sont les moteurs économiques de leur pays. »

Peeters se pousse alors d'un cran lorsqu'il annonce son intention de partir en mission commerciale en Afrique du Sud... avec le Premier ministre néerlandais. Mark Rutte.

« Ces manœuvres de politique extérieure ont énervé Didier Reynnders, qui rappelle à Kris Peeters qu'il doit se limiter à des contacts économiques et lui laisser les visites politiques. »

« Loin de faire baisser la pression, ce dernier lui retorque que la Flandre

a également des compétences politiques. Il est beau notre 'fédéralisme de coopération'... »

Georges Régibeau

### In memoriam Jacques Hoyaux

J'ai une pensée émue pour Jacques Hoyaux, qui vient de nous quitter. Il m'avait cédé, en 1969, la direction du journal de Wallonie libre, happé par une carrière politique qui allait en faire un ministre remarqué de l'Éducation nationale. Mais jamais il ne mit notre drapeau en poche. Et lorsque sonna pour lui l'heure de la retraite, il alla savourer en Bourgogne les charmes d'une France qu'il adorait. J'écris en pensée sur sa tombe une épithaphe qui lui ferait plaisir : ici repose un Wallon, un Français.

J.R.



WALLONIE-BRUXELLES

SNCB : encore un échec du fédéralisme

Dans La Libre Belgique du 23 janvier 2013, Paul-Henry Gendebien, président fondateur du Rassemblement Wallonie-France (RWF), tire les leçons du plan d'investissement de la SNCB.

Plus personne ne le conteste : le rail wallon connaît un retard historique. La plupart des commentateurs n'osent pas s'interroger sur le pourquoi de cette situation, craignant de devoir constater que le fédéralisme ne fonctionne pas, rompant ainsi avec la pensée belgiciste correcte. (...)

Les députés wallons ont raison de se fâcher en découvrant – tardivement – que le plan d'investissement de la SNCB roule la Wallonie dans la farine. Mais oseront-ils remettre en question le « modèle » belge? (...)

Depuis des décennies, la classe politique wallonne a accepté le sous-équipement récurrent du rail wallon. « *Lâchons du lest à la Flandre* », disait-on, « *nous obtenons en retour l'apaisement communautaire* ». On a donc lâché du lest et de surcroît on a dit merci ! C'est ainsi que la Wallonie a été rationnée, comme en temps de guerre, en se laissant imposer une clé de répartition léonine pour les investissements de la SNCB, à savoir 60 % pour la Flandre (dont le territoire est plat et exigu) et 40 % pour la Wallonie, plus vaste et surtout plus accidentée, ce qui implique des coûts plus élevés et donc des budgets supérieurs. Dans le même temps, la Wallonie abandonnait l'essentiel de

la direction des chemins de fer « belges » aux partis flamands, en échange de quelques « fromages » de second rang – mais plantureusement rémunérés – concédés à des normenklaturistes wallons principalement issus du PS et du MR. (...)

Le plan d'investissement 2013-2025 de la SNCB est désastreux pour la Wallonie. Il ne retient, comme prioritaires, que trois projets wallons sur trente-cinq ! Et les milliards attendus ne seront pas au rendez-vous. Le RER, censé relier le Brabant wallon à Bruxelles, se réalisera peut-être, mais aux calendes grecques. La modernisation de l'axe Bruxelles-Namur-Luxembourg prendra dix ans de retard. Des lignes vitales pour les populations et les activités locales seront hypocritement asphyxiées afin de pouvoir être plus aisément fermées dans un deuxième temps (c'est le cas de la ligne Liège-Gouvy-Luxembourg).

Il sera trop tard pour inverser la vapeur ultérieurement, même si un hypothétique État Wallonie-Bruxelles indépendant, mais totalement désargenté, devait prendre le relais : il ne lui resterait qu'à privatiser les derniers kilomètres de voies ferrées qui auraient survécu.

Quant à l'État fédéral belge, il ne fera plus rien de significatif. Il n'en a pas la moindre volonté. Ce n'est pas Bart De Wever qui refuse de donner un coup de pouce à la Wallonie. C'est Paul Magnette en personne qui s'en est chargé : l'ex-ministre des chemins de fer vient en effet de déclarer à la télévision le 16 janvier 2013 que la clé de répartition « 60-40 » est parfaitement avantageuse pour la Wallonie ! Franchissant ainsi un pas décisif dans l'abaissement et dans la complaisance à l'égard de la Flandre, le nouveau chef du PS a bel et bien poignardé M. Demotte dans le dos, alors même que le Parlement de Namur veut renégocier le plan d'investissement de la SNCB.

Ce scénario lamentable est révélateur de l'état de dépendance de la Wallonie : l'appareil partisan qui contrôle la Région s'est obligé à faire profil bas devant le système belge-flamand qui lui accorde, en échange, sa protection, une protection qui lui garantit – pour un temps encore – les moyens tout juste suffisants pour se maintenir au pouvoir et en percevoir la rente y afférente.

Ce qui se passe à la SNCB se reproduit ailleurs, à la Poste, à l'aéroport de Zaventem, à Belgacom, dans la haute administration, à

l'armée, à la police fédérale, dans la diplomatie (où le néo-orangiste Reynnders veut raviver le Benelux via des ambassades communes avec les Pays-Bas).

Trente ans de fédéralisme ont rendu les Francophones encore plus minoritaires au sein de l'État belge. Leur faiblesse volontaire est en cause, tout autant que la force affirmée des Flamands. Pour ce qui est de la bataille du rail, on verra en fin de parcours qu'elle s'achèvera par une cruelle défaite de la Wallonie.

Ainsi le fédéralisme à la belge est-il devenu une nuisance pour les intérêts wallons et bien entendu bruxellois. La Flandre n'a nullement renoncé à régionaliser la SNCB. Pour les chemins de fer wallons, la solution n'est plus dans un vain appel à la charité flamande ou à la justice distributive fédérale, elle réside seulement dans une scission de la SNCB, accompagnée de l'intégration du réseau wallo-bruxellois dans la SNCF, autrement plus performante. On en reparlera sûrement dans quelques années, mais ne sera-t-il pas alors trop tard pour réparer les dégâts commis entre-temps ?

La N-VA et le Vlaams Belang obtiendraient la majorité absolue

(extrait du site électronique de l'Alliance Wallonie-France : <http://alliancewalloniefrance.wordpress.com/>)

Le 28 février 2013, une importante analyse de Christian Behrendt a été mise en ligne sur le site du journal *Le Soir*. Elle signale que la N-VA et le Vlaams Belang obtiendraient la majorité absolue dans leur groupe linguistique à la Chambre si les résultats de vote en Flandre, obtiendraient malgré tout 5 sièges. Or, 39 + 5, cela donne 44 sièges sur 87.

Rappelons que Christian Behrendt est professeur de droit étant ce qu'il est, la N-VA, crédi-

tée de 39 % d'intentions de vote en Flandre, obtiendrait 39 sièges sur les 87 du groupe linguistique néerlandais de la Chambre (soit 44 %) et le Vlaams Belang, redescendu à 6, 8 % d'intentions de vote en Flandre, obtiendrait malgré tout 5 sièges. Or, 39 + 5, cela donne 44 sièges sur 87.

Rappelons que Christian Behrendt est professeur de droit constitutionnel à l'université de

Supplément à  
"4 millions 7"  
Mars 2013  
Éditeur responsable :  
Jean-Paul ROOS  
rue Middelbourg 65,  
1170 Bruxelles

Comité de rédaction :  
Cédric Chopin, François Dentf,  
Paul Durieux, Jean-François Coosse,  
Jacques Lennin, Jean-Paul Roos

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Ceux-ci sont laissés libres d'appliquer ou pas les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie Française et publiées au journal officiel de la République Française en 1990.

# De Jules Gheude à David Coppi

(extrait du site électronique de l'Alliance Wallonie-France : <http://alliancewalloniefrance.wordpress.com/>)

Jules Gheude a réagi à un billet du journaliste du Soir David Coppi, qui avait profité de l'annonce du retrait de Benoît XVI pour se moquer d'un autre « pape » et d'une autre « foi ». À travers Paul-Henry Gendebien, c'est le projet d'union de la Wallonie à la France qui était visé.

Cher David Coppi,

J'ai pris connaissance de votre billet d'humour, intitulé « Le pape du rattachisme toujours en force », paru dans *Le Soir* du 12 février 2013.

Je ne comprends vraiment pas cette attitude qui consiste à tous jours appréhender systématiquement le combat réunioniste avec une pointe d'humour sarcastique.

François Perin, dont la qualité d'analyse et la crédibilité n'ont, il me semble, jamais été contestées, n'a-t-il pas été le premier à annoncer que le Royaume de Belgique ne parviendrait pas à survivre à la mouvance nationaliste flamande ? Rappelez-vous sa démission spectaculaire de la fonction sénatoriale, le 26 mars 1980.

niste était clairement suggérée comme seule solution d'avenir pour la Wallonie en cas de disparition de la Belgique, inéluctable à ses yeux.

Tout cela peut-il prêter à sourite, lorsque l'on voit comment la Flandre évolue depuis le vote, en 1999, par une large majorité de son Parlement, de ces fameuses résolutions qui s'inscrivent clairement dans un schéma confédéraliste, dont il serait naïf de croire qu'il ne débouchera pas un jour sur la scission pure et simple de ce non-pays ?

Il y a quelques années, dans *Vers l'Avenir*, Paul Magnette, aujourd'hui président du PS, se disait étonné de voir la mouvance nationaliste s'affirmer avec autant de force : « On croyait que tout cela n'était que du folklore. »

Non, cher David Coppi, on n'était pas au carnaval d'Alost. Et les francophones les plus lucides – peu nombreux, hélas ! – savaient pertinemment que cette mouvance nationaliste ne se confinerait pas à la seule N-VA de Bart

De Wever, mais qu'elle traversait aussi, de manière substantielle, des partis comme le CD&V et l'Open VLD.

## Nouvelles de nos associations

### Alliance France-Wallonie-Bruxelles (A.F.W.B.)

La samedi 2 février 2013, une délégation de l'Alliance Wallonie-France (A.W.F.) et de l'Alliance Bruxelles-France (A.B.F.) a rencontré nos amis français à Lille. La création de l'Alliance France-Wallonie-Bruxelles (A.F.W.B.) a été décidée : les trois associations (A.W.F., A.B.F. et A.F.W.B.) oeuvreront en étroite coordination à la cause de la réunion de la Wallonie et de Bruxelles à la France. L'A.F.W.B. constituera le pilier irrédentiste français, que nos lecteurs résidant en France sont invités à rejoindre (contact : [www.belgique-francaise.fr](http://www.belgique-francaise.fr), ou à l'adresse électronique suivante : [cedricchopin@wanadoo.fr](mailto:cedricchopin@wanadoo.fr)).

Par ailleurs, l'A.W.F. et l'A.F.W.B. proposeront à leurs membres l'abonnement à *4Millions7*, la revue de la Ligue wallonne de la Région de Bruxelles, qui contient le supplément bimestriel *France-Wallonie-Bruxelles*. Le comité de rédaction de cette revue sera élargi à l'A.W.F. et à l'A.F.W.B.

Jules Destrée avait bien compris les choses, lorsqu'il écrivait, dans sa fameuse Lettre au Roi de 1912 : « *Le Flamand ne recule jamais. Il a la douce obstination têtue du fanatisme.* »

J'ai, comme vous le savez, bien connu Jean Gol. Lui aussi ne croyait plus à la survie de la Belgique. Lors d'une rencontre avec Paul-Henry Gendebien, à Paris, il s'était dit ulcéré par les avancées du nationalisme chez les libéraux flamands. Et, pour en avoir maintes fois discuté avec lui, je peux vous dire qu'il ne voyait de solution, pour les Wallons et les Bruxellois, que dans la France.

L'art, en politique, ne consiste pas à gérer la situation au jour le jour, mais bien à anticiper les choses et à faire en sorte de ne pas se retrouver le nez sur le potéau, contraints à devoir improviser dans l'urgence.

Le constitutionnaliste de l'université de Liège, Christian Behrendt, m'a félicité d'avoir entrepris, dès 2007, cette initiative des « États généraux de Wallonie », destinée

à préparer les esprits wallons à l'après-Belgique. Comme il est insensé que les responsables politiques l'aient snobée !

### Alliance Bruxelles-France (A.B.F.)

Le site électronique [www.alliancebruxellesfrance.be](http://www.alliancebruxellesfrance.be) est accessible, même si, à l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'est pas encore référencé par les moteurs de recherche. Toutes informations et réflexions susceptibles de l'alimenter sont les bienvenues. Les textes sont à adresser à Jean-Paul Roos ([jproos04@yahoo.fr](mailto:jproos04@yahoo.fr)), qui transmettra.

Les amis de l'A.B.F. sont invités à verser leur cotisation sur le compte BE 42 0016 9290 7654. Les montants sont fixés à 10 €, 20 € (comprenant l'abonnement au mensuel *4Millions7*, dont le prix sera rétrocédé à la Ligue wallonne) ou plus de 20 € (membres donateurs).

La prochaine assemblée générale se tiendra le jeudi 18 avril à 19 h au Ciccio Bello, place Wiener à Boitsfort. À l'ordre du jour : contenu du site, propositions d'activités, bureau provisoire, statuts.

Jules Gheude

François Perin m'a dit qu'il copierait cette phrase.

Retenez-la bien. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Bien cordialement,

Quant à feu Xavier Mabille, homme d'une grande sagesse, n'écrit-il pas, dans sa préface à mon livre *L'incurable mal belge sous la scalpel de François Perin*, en 2007 : « Au cas où s'accomplirait l'hypothèse de la scission de l'État (hypothèse dont je dis depuis longtemps qu'il ne faut en aucun cas l'exclure)... » ?

Vous n'ignorez pas le rôle important que le Français Jacques Le-nain, haut fonctionnaire français aujourd'hui retraité, a joué dans notre réflexion « post-belge », en développant, d'une manière très fouillée, sa thèse de l'union-intégration à la France de la Wallonie et de Bruxelles, avec statuts particuliers pour les deux entités. Il y a quelques jours, il m'écrivait : « *La gauche wallonne va dans le mur. Il lui faudra ce choc pour trouver ensuite le chemin de Paris.* »



# La nature des poisons. Belgitude = servitude

Reprenons les choses à leur principe. Les Flamands sont majoritaires dans le royaume. Ils votent presque majoritairement pour des partis séparatistes ou confédéralistes et, parmi les autres, beaucoup n'en pensent pas moins. En attendant d'exprimer la dernière goutte du citron wallon, ils occupent la quasi-totalité des postes de pouvoir et de commandement. Là où la loi les gêne, comme dans la périphérie bruxelloise, ils la contournent ou l'aménagent à coups de circulaires ministérielles. Dans le partage des investissements publics, ils ne respectent même plus la loi du 60/40. Tout cela ne suscite que faibles gémissements des particules francophones, qui prétendent se préparer pour la grande bataille de 2014 – version moderne des «replis sur des positions préparées à l'avance» de la drôle de guerre 1939-1940. Et de chanter entre-temps les grotesques retrains sur la solidarité belgeaine, sur l'honneur du nationalisme ou sur la monarchie salvatrice, dont le bon peuple commence enfin à voir la nudité.

Il n'y a pas que la sape flamande pour miner leur ligne Maginot. Ils y vont de la pioche eux-mêmes (oh ! à petit bruit) ; c'est ce qu'ils appellent être proactif. Te nez, chacun sait que le sort de Bruxelles sera le gros enjeu de 2014. Eh bien, à peine devenue présidente de la fédération socialiste de la ville, M<sup>me</sup> Onkelinx déclarait «*qu'il faut s'ouvrir davantage aux Flamands de Bruxelles*» (7 % de la population !). Encore un effort et M. De Wever ou ses pareils n'auront même plus à demander.

Un mieux par un changement à la tête de nos partis ? On ne voit pour l'instant que gérônes qui se perpétuent et clones qui se répignent. Trois points de suspension pour M. Magnette, devenu président intérimaire du PS. Plus énergique que M. Giet – c'était facile –, plus intelligent et plus cultivé que M. Di Rupo, il a le profil d'un homme prêt à tuer son père politique. Il ne bronchera pas avant les élections de 2014, mais le revers probable de son parti lui mettra une carte en main.

## Dans la nuit du néo-libéralisme, emportés sans retour...

Outre un harcèlement linguistique de tous les instants, un des grands effets de la domination flamande est de nous astreindre à une politique économique et financière estampillée au coin du néo-libéralisme. À s'en tenir aux discours, cela devrait jeter dans l'indignation les sociaux-démocrates et les chrétiens démocrates du sud, mais ils sont tellement zombifiés par leur eutrophie qu'ils battent en retraite là-dessus comme sur le reste, et ce ne sont pas les libéraux-sociaux qui vont

les retenir. Cette idéologie est désastreuse pour la Wallonie, plus dépendante de son marché extérieur que la Flandre et qui, en dehors de toute considération doctrinale, a un besoin vital d'initiative publique.

Il faut bien comprendre que le projet européen a complètement changé de nature depuis l'Acte unique de 1986. Il vise maintenant, et c'est pratiquement fait, à nous insérer dans une mondialisation qui sème partout la financiarisation de l'économie, avec son cortège de ruines et de chômage. Les États-Unis, la Chine, le Japon et autres tigres asiatiques, qui ne sont pas si obtus, abritent leurs marchés les plus vulnérables ou les plus stratégiques derrière des barrières réglementaires (tout en prêchant le libre-échange), ils manipulent leur monnaie et soutiennent leur croissance en l'irriguant par un flot de liquidités. Tout ce que refuse de faire «l'Europe», imbu de orthodoxie budgétaire et criminellement demandeuse d'austérité.

Alors, la croissance (encore devrait-on la définir) ? Eh bien, l'austérité l'arémie ou la tue. Et comme on impose celle-ci à tous les pays de l'Union européenne, ses métaïts s'amplifient puisque l'on diminue le pouvoir d'achat de nos principaux clients. Même l'Allemagne accuse le coup : Mme Merkel a du souci à se faire pour septembre. Bien entendu, la couverture sociale seffloche : elle nuit, nous dit-on, à la flexibilité, le maître-mot des néo-libéraux. Et plus il y a de flexibilité, plus il y a de licenciements, et plus il y a de transferts d'entreprises et de savoir-faire vers d'autres lieux.

Est-ce la peine d'ajouter que la distinction entre le public et le privé, sur laquelle reposait notre organisation sociale, est en voie d'effacement ? Sous couvert d'autonomie financière des établissements, on propage l'enseignement public est à peu près synonyme de parasitaire – sauf

quand les banques sont en mal de renflouement. Naturellement, enfin, la culture (et le français au premier rang) est atteinte dans ses fondements et ses subtilités. La pluralité des langues est perçue comme une entrave au marché mondial. Tout au basic American, ce sera plus simple pour parvenir en décembre !

L'explosion du système italien est un avertissement aux princes de l'unique pensée. Les vainqueurs sont des bouffons ? Oui, mais quand les princes divaguent, il est salubre qu'un brin de raison sorte de la bouche des bouffons.

Arceïor, Caterpillar. Encore des milliers d'emplois perdus en Wallonie, et ce n'est pas fini. Quand allons-nous changer d'approche économique ?

## Antidotes

Au fi de la crise, j'ai sévèrement jugé les économistes, et je ne m'en dédis pas. Les dernières diatribes du gouverneur de la Banque nationale contre l'index n'ont rien qui m'amène à résipiscence. Mais il y a des exceptions, et elles se font plus nombreuses à mesure que s'éclaire l'ab-surdité des médicaments eurocratiques.

Je voudrais aujourd'hui, chers lecteurs, vous recommander le dernier livre hautement tonique de Paul Jorion : *Misère de la pensée économique* (Fayard, 2013). Il joint à ses connaissances économiques et à son expérience financière (dans une société américaine, s'il vous plaît) une formation d'anthropologie et de sociologie qui lui ouvre d'autres fenêtres de tir sur la pensée unique.

Il nous montre les ravages du casino spéculatif, où des ordinateurs, servis par des « traders » hypnotisés et par des banquiers en état d'ébriété doctrinaire, ont remplacé les hommes. Il vous expliquera, en termes limpides, comment la crise a éclaté et pour quoi ses causes sont toujours en place, comme des mines prêtes à sauter. Il renverse les axiomes de la pseudo-science économique, qui n'est pas

une science (M. Magnette l'a reconnu lui aussi), mais toujours l'habillage d'une idéologie. Et si vous mesurez la minceur des réformes apportées par le gouvernement Di Rupo au secteur bancaire, vous frémirez. «*On s'efforce en science*», écrit l'auteur, «*d'éliminer la part de subjectivité pour aller vers un idéal d'objectivité. Dans la science économique, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, on opère à l'inverse : on part de l'objectivité et on 're-subjectivise' l'approche.*»

Et prenez garde : «*La concentration de la richesse s'accroît de la concentration parallèle du pouvoir.*» Voyez l'impuissance des gouvernements devant le sieur Mittal. Constatez l'emprise de la Commission européenne, machine à produire le néo-libéralisme, sur nos élus. J'ajouterais : Devinez l'emprise sur elle des cellules semi-ocultes du capitalisme financier, du genre Trilatérale, Club de Bilderberg et autres Supérieurs inconnus. Tout le système tend à nous convaincre qu'il n'y a pas d'alternative, comme disait M<sup>me</sup> Thatcher, et comme le caquetent ses petits disciples. Mais il y en a, et elles sont nécessaires.

Le livre de Jorion mériterait une longue recension. Je n'en ai pas la place. La quintessence de sa conclusion pourrait être : Il faut rendre le pouvoir au peuple. Mais dit comme cela, ce serait simpliste, quoique vrai. Je préfère dire qu'il faut reconstruire la puissance publique, plutôt que de nous placer (si mal) dans le laisser-faire mondial. Quoi de plus conforme au génie de la France ? Celle-ci finira, j'en suis convaincu, par lever l'étendard de la révolte contre un ordre qui la nie et qui l'abaisse.

D'ailleurs, il y a cette leçon de l'histoire : les grandes puissances sont les principaux agents du devenir humain. En refusant d'être celle des nations, comme le voulait de Gaulle, l'Europe du Fric et de la marchandise n'en sera jamais un. Rejoignons la France : elle est nôtre aussi et elle nous attend.

Jacques Rogissart